

Jeunes, participation politique et participation sociale en Suisse. Une étude de cas¹

Oscar MAZZOLENI et Maurizio MASULIN
Observatoire de la vie politique (Ustat)

Résumé

L'étude aborde la relation entre participation politique et participation sociale auprès des jeunes au seuil de la vie adulte. Maints travaux sur le sujet prétendent que les jeunes sont de moins en moins attirés par la participation aux élections et/ou l'adhésion partisane et semblent privilégier un engagement de type associatif. Les résultats d'une étude de cas réalisée par les auteurs auprès de la Haute École spécialisée de la Suisse italienne ont montré que, durant cette période de la vie, marquée par le difficile processus de transition qui amène le jeune adolescent au statut d'adulte, la relation entre participation sociale et participation politique varie considérablement; cette variation pourtant, n'est pas linéaire, ce qui semble redevable, en partie du moins, des caractéristiques propres à ce processus de transition – de plus en plus long et complexe - vers l'âge adulte.

Keywords: political participation, social participation, associationism, youth, transition to adulthood, political socialisation.

Introduction

Une hypothèse émergente voudrait que les rapports entre "société civile" et "société politique" ne soient pas tout à fait idylliques et que l'engagement social ou associatif (par exemple dans des associations culturelles ou caritatives) soit

¹ Nous remercions Pascal Sciarini, Elio Venturelli, Marc Bühlmann, Lorena Parini, ainsi que les deux lecteurs anonymes de la Revue, pour leurs remarques critiques. Une première version de ce papier a été présentée le 18 novembre 2002 au Congrès de l'Association Suisse de Science Politique.

désormais un phénomène détaché de l'univers traditionnel de la politique (Foley et Edwards 1996). Cette hypothèse part d'un double constat: dans de nombreux pays occidentaux, à la croissance de l'adhésion aux associations sociales et civiques correspondrait le déclin de la participation politique (en particulier aux élections et à l'adhésion aux partis) (Gray et Caul 2000; Dalton 2002). La participation sociale des citoyens² serait ainsi une alternative à l'engagement politique traditionnel, au militantisme partisan, souvent associé à l'idée d'un sacrifice dépourvu de gratification personnelle conséquente (Katz et Mair 1995; Tarrow 1998). Une hypothèse séduisante, qui n'a pourtant pas été clairement confirmée par les études empiriques internationales (Dekker, Koopmans et Van Den Broek 1997; Van Deth 1997; 2002). Pour le cas de la Suisse, on ne dispose pas, au niveau national, d'études systématiques et actualisées sur l'associationnisme non politique. Pourtant, une enquête réalisée dans six villes suisses au début des années 1990 montre que l'adhésion aux associations civiques, sociales et culturelles est fortement corrélée à la participation politique conventionnelle (Joye et Laurent 1997).

On pourrait penser que l'écart relevé entre l'hypothèse de la dissociation (entre les deux formes participatives) et les vérifications empiriques ne soit que la conséquence de définitions trop restrictives de la participation sociale et de la participation politique: la première séparée et autonome par rapport au domaine politique, la seconde réduite aux tâches de délégation du pouvoir et de sélection du personnel politique. Des définitions plus étendues permettraient, tout en conservant leurs spécificités, de chercher les convergences possibles. Par exemple, selon Memmi (1985: 311) la participation politique doit s'entendre comme toute "activité volontaire des individus visant à avoir une influence sur le gouvernement", alors que la participation sociale ou associative, dans la définition qu'en donne Barthélemy (2000), comprendrait toute adhésion individuelle et volontaire à des organisations ou groupes qui intègrent des problèmes propres à la vie collective et aux décisions qui s'y rattachent: dans ces acceptions les deux formes participatives, tout en s'appliquant à des domaines distincts, institutionnels et non, sont clairement associées aux thèmes de la vie collectives et de leur résolution.

Il se pourrait, néanmoins, que l'hypothèse de la dissociation n'aie qu'une validité circonscrite à la jeunesse (Bettin Lattès 1999). Et en effet, pour certains auteurs, les jeunes incarneraient le prototype du "nouveau citoyen", moins disposé que les générations anciennes à voter ou à adhérer à une organisation partisane, mais plus à même de s'engager dans une forme d'activisme "non conventionnel" (Vandenberghe 1999). C'est bien l'objectif de cet article que

² Si cela n'est pas autrement indiqué, les termes "étudiant", "interviewé", "répondant", "citoyen" etc., doivent s'entendre comme compréhensifs des formes aussi bien féminines que masculines.

d'essayer de comprendre dans quelle mesure les jeunes auraient aujourd'hui davantage tendance à choisir un engagement civique et social plutôt qu'un engagement politique traditionnel (i.e. vote et adhésion à un parti politique). Il nous faut tout d'abord essayer de définir ce qu'est la "jeunesse". À une conception plutôt réductionniste qui définit la jeunesse comme une catégorie générale et tendanciellement homogène, nous opposons une approche qui prend en compte la complexité de cet univers, son aspect multidimensionnel et changeant, défini par sa spécificité socio-historique, culturelle aussi bien que politique et institutionnelle (Mazzoleni 2003) ce qui, au point de vue méthodologique, exige l'usage d'outils fins et flexibles. C'est sur cette base que nous essayerons de tester l'hypothèse de la dissociation auprès d'un groupe de jeunes, à partir d'une enquête réalisée auprès d'étudiants de la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (Supsi).³ Notre papier sera organisé ainsi: après une brève présentation de la problématique, nous précisons les traits du contexte dans lequel l'enquête a été réalisée, puis nous formulerons nos hypothèses de recherche; nous présenterons enfin les résultats de notre analyse.

Jeunes en transition

Partir d'une vision complexe, multidimensionnelle et changeante de la jeunesse signifie donc prendre en compte l'impact spécifique exercé par le processus de transition vers l'âge adulte (Buchmann 1989), entendu comme processus d'acquisition progressive aboutissant à une configuration plus ou moins institutionnalisée de rôles "publiques" et "privés" (Levy 1977). Dans les pays occidentaux, depuis une trentaine d'années au moins, le parcours qui amène les individus vers l'âge adulte est devenu de plus en plus complexe, en raison de profondes transformations qui touchent les institutions publiques, le marché du travail, la formation et les rapports familiaux (Mortimer et Larson 2002). Dans les décennies suivant la deuxième guerre mondiale, on pouvait encore discerner une séquence ordonnée qui, à la fin de l'école faisait correspondre l'entrée dans le monde du travail, l'abandon conséquent du domicile familial et la création d'une famille propre (Modell, Furstenberg et Hershberg 1976; Pisati 2002); ces phases se sont aujourd'hui à la fois "allongées" et "désynchronisées" (Galland 2001). L'allongement de cette période de transition "entretient" ou réactualise des caractéristiques propres aux styles de vie "juvéniles", par exemple lors des retours au statut d'étudiant à l'occasion de

³ Acronyme italien de HES, i.e. "Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana".

toujours plus fréquentes réorientations professionnelles, rendues nécessaires par un marché du travail toujours plus précaire et auquel l'accès est rendu de plus en plus difficile. Un phénomène qui ne concerne d'ailleurs pas de façon homogène classes sociales et contextes nationaux (Muxel et Cacouault 2001). La reproduction et la persistance de tels phénomènes contribuent en tout cas à renforcer l'inconsistance, la labilité de celles que l'on pouvait encore considérer comme les frontières entre l'adolescence et l'âge adulte. L'on voit bien, face à ce cadre, l'insuffisance d'une approche qui ferait l'économie de la problématisation de la catégorie de la "jeunesse" en l'opérationnalisant de manière unidimensionnelle à travers le seul caractère de l'âge.

Sur un plan plus spécifiquement politique, cette mutation affecte l'image traditionnelle du "fossé générationnel", ou encore de la jeunesse comme "sujet contestataire", ne serait-ce que du monde adulte: les rapports entre jeunes et adultes semblent en effet aujourd'hui vivre un moment de recomposition et de faible conflictualité (Antenore 2002). La dé-standardisation partielle des parcours de vie, l'obsolescence de l'idée de jeunesse comme statut de passage déterminé" (Buchmann 1989: 76ff.), l'émergence d'une phase de "post-adolescence" ou de la condition de "jeune adulte" (Bocknek 1986; Chamboredon 1985) auraient à la fois freiné et complexifié les processus d'intégration et de consolidation de l'identité politique des jeunes, réduisant ou affaiblissant la propension ou la capacité de faire des choix politiques, c'est-à-dire voter et/ou adhérer à un groupe politique. Anne Muxel (1991), s'inspirant des travaux d'Erik H. Erikson (1972), a défini comme "moratoire politique" la période caractérisée par cette mise en suspens de la participation politique au cours de cette période de transition où interviennent des éléments à la fois d'"expérimentation" et d'"héritage". En effet malgré cette situation, propre aux sociétés industrielles classiques, qui contribue à ouvrir une période d'incertitude dans les choix et les orientations politiques, le poids de l'héritage familial reste, en Occident, un facteur important pour expliquer le comportement politique des jeunes cohortes (Jennings et Niemi 1981; Percheron 1993; Jennings, Stoker et Bowers 2001; Muxel 2001). En partant de ces prémisses nous avons choisi de procéder à cette étude de cas qui, pour analyser le rapport entre participation sociale et participation politique, nous fournit un échantillon d'étudiants appartenant à plusieurs cohortes et occupant des positions différenciés au cours de ce que l'on a défini comme processus de transition vers la condition adulte.

Des hypothèses contextualisées

Partant de l'assomption d'une moindre disposition à la participation politique parmi les plus "jeunes", nous formulons comme hypothèse générale, suivant

Muxel, que ce phénomène puisse s'attribuer, du moins partiellement, à la spécificité de la phase de transition entre adolescence et âge adulte et à l'effet de moratoire qu'elle provoque. Voici nos hypothèses spécifiques:

- A) la participation sociale et la participation politique ne seraient pas deux modalités réciproquement exclusives, mais seraient, au contraire, liées;
- B) la transition vers l'âge adulte affecterait davantage la participation politique que la participation sociale, cette dernière étant en principe mieux adaptée à la phase d'expérimentation propre à cette phase de la vie;
- C) comme les taux individuels de participation, l'évolution du rapport entre ces deux formes de participation est aussi affectée par les phases de la transition vers l'âge adulte;
- D) l'héritage familial, culturel et politique, devrait assumer dans la participation politique un rôle de "garde-fou" plus important, qui viendrait, indépendamment et partiellement compenser les effets de ces phases de transition vers l'âge adulte.

L'enquête que nous avons effectuée auprès des étudiants de la Haute école spécialisée (HES) de la Suisse italienne nous fournit une rare occasion nous permettant de tester ces hypothèses dans le contexte suisse.⁴ Dans ce pays, les études politologiques sur les effets de la période de transition entre adolescence et vie adulte sont peu développées. Les enquêtes existantes, en particulier celles qui se concentrent sur le comportement politique, réalisées sur des échantillons représentatifs de la population (par ex. Selects), n'incluent que peu d'individus de moins de trente ans; les enquêtes effectuées auprès des recrues, par contre, se concentrent sur une trop courte tranche d'âge (19-20 ans). Les enquêtes de type longitudinal, enfin, qui sont l'instrument le mieux adapté à une analyse différenciée des effets de "cycle de vie", de "période" et "générationnels" ne font que débiter.⁵ La particularité de notre échantillon est d'être composé d'individus appartenant à un arc d'âges assez étendu (18-42 ans) et situés à des "moments" différents de cette période de transition; de plus, s'agissant d'une école professionnelle, une partie des étudiants suit un cursus mêlant études et

⁴ L'enquête a été réalisée en novembre-décembre 2000. Le questionnaire était auto-administré et soumis à chaque classe en présence de l'enquêteur. Nous avons récolté 549 questionnaires sur un total de 783 étudiants en cours de diplôme. Compte tenu de la distribution par sexe et choix de la formation cet échantillon est représentatif de la population de l'Ecole. Nous n'avons pourtant retenu que les individus de nationalité suisse, soit 463 individus.

⁵ Le Panel suisse des ménages étant de création récente (la première vague est de 1999) ne fournit pas une série de données suffisamment étendue dans le temps pour permettre de mettre en évidence ce type d'effets.

travail, nous permettant ainsi de mesurer l'effet de la participation au monde du travail sur les niveaux de participation politique et sociale.

Pour contextualiser nos hypothèses et l'interprétation de nos données nous prenons en compte une série de traits spécifiques aux contextes suisse et tessinois en particulier. En comparaison internationale la Suisse est un pays à haute densité associative (Levy et al. 1997: 461 ff.; Freitag 2001: 97). On y trouve, en même temps, des différences remarquables entre cantons, principalement pour ce qui concerne les associations de type social, civique et culturel, de même que pour les associations politiques (les partis). Une analyse récente montre que, en comparaison intercantonale, le Tessin se situe au-dessous de la moyenne (Freitag 2004). Ce résultat confirme la tendance relevée déjà par une enquête de la fin des années 1980: la proportion de personnes qui déclaraient adhérer à au moins une association variait entre 41% dans le Tessin et 72% dans le demicanton d'Obwald, la moyenne intercantonale s'élevant à 60% (OFS 1990 a, b). La même enquête rapportait un taux moyen d'adhésion aux partis de 7%, avec un minimum de 2% à Genève et le maximum de 11% à Soleure. La corrélation entre les deux indicateurs était relativement élevée, à l'exception du Tessin où la corrélation était négative: à un taux d'adhésion partisane élevé répondait un taux relativement bas d'adhésion associative.

La thèse du déclin de l'adhésion aux principaux partis nationaux ne semble pas se confirmer au cours des vingt dernières années au plan national (Ladner et Brändle 2001). Pour la même période, Ladner et Brändle n'observent pas non plus d'augmentation significative du degré de professionnalisation des partis, phénomène considéré par certains comme le symptôme d'un processus d'autonomisation des partis par rapport à leur "base". En même temps, la Suisse détient le niveau le plus bas de participation aux élections nationales par rapport à la plupart des autres démocraties européennes et occidentales. Entre 1991 et 2003, le taux de participation aux élections fédérales oscille entre 40 et 45%. Ce taux varie considérablement entre les cantons et passe de 25% dans le canton de Glaris à 63% dans le canton de Schaffhouse, le Tessin étant au dessus de la moyenne nationale, à 49%.

Le taux d'adhésion aux associations professionnelles (p. ex. les syndicats) et aux associations religieuses et culturelles, tend à augmenter avec l'âge jusqu'à 50-54 ans, parallèlement au taux de participation politique; les jeunes participent donc moins, aussi bien au niveau associatif que politique au sens plus strict du terme (vote et adhésion à un parti) (Joye et Laurent 1997). La participation aux élections fédérales augmente également avec l'âge, indépendamment du sexe et du niveau de formation (Wernli 2001: 230; Mazzoleni et Wernli 2002: 63). Néanmoins, les résultats d'une recherche récente, effectuée à Genève lors des élections fédérales de 1999, basée sur des données réelles, montrent que, auprès des cohortes plus jeunes, cette relation n'est pas linéaire, mais prend une forme

en "U": le taux de participation est relativement élevé pour les 18-19 ans et diminue ensuite pour la phase 20-29 ans, pour revenir finalement aux niveaux précédents pour les 30-34 ans (Sciarini, Ballmer-Kao et Lachat 2001: 87). Une dynamique déjà observée lors de l'analyse de la participation aux élections de 1987 et de 1991 (Brunner 1996: 21) et on la retrouve dans le canton du Tessin au début des années 2000.⁶

Une analyse bivariée

Nos hypothèses posées, nous allons d'abord analyser la relation entre participation sociale et participation politique au travers de deux indices synthétiques; nous mesurerons ensuite l'impact conjoint d'une série d'indicateurs caractérisant le processus de transition entre adolescence et condition adulte sur chacun de ces indices; puis, nous testerons l'effet de l'ensemble de ces indicateurs de transition sur les niveaux de participation pour chaque indice par des modèles multivariés, d'abord pour l'ensemble de l'échantillon, puis pour trois sous-groupes définis sur la base du nombre cumulé d'indicateurs de cette phase de transition.

Nous assumons que la participation politique et la participation sociale constituent deux types de dispositions individuelles à l'engagement public. La conception de participation politique dont nous faisons usage ici se veut explicitement restrictive, de manière à rester le plus près de l'hypothèse de la dissociation que nous avons illustrée au début de notre article. Ainsi, la participation comprend l'ensemble des dispositions à participer aux élections (dont la disposition à voter pour un parti politique lors d'élections futures) et à adhérer à un parti politique (adhésion actuelle ou disponibilité à y adhérer dans le futur). Puisque l'enjeu de la crise éventuelle du rapport entre jeunes et politique tient essentiellement à la composante partisane et de délégation de la participation politique "conventionnelle" dans les démocraties contemporaines (Verba et al. 1978), nous excluons l'analyse du recours aux instruments de la démocratie directe. Pour la participation sociale, nous assumons une définition également plutôt restrictive (excluant par exemple la participation aux syndicats), incluant les formes d'engagement volontaire habituellement comprises comme "non politiques" et propres à la "société civile" (cf. Dekker, Koopmans et Broek 1997; Putnam 2000). Nous retenons ainsi l'adhésion ou la disponibilité à adhérer à quatre types d'associations civiques et sociales (associations caritatives, culturelles, religieuses et de défense de l'environnement); une dernière catégorie,

⁶ Comme le montre une enquête réalisée à partir des résultats des élections cantonales de 2003 (Mazzoleni et Giannò 2003).

formée avec les réponses à une question semi-ouverte, comprenait les “autres associations civiques et sociales”.⁷ Le questionnaire offrait trois possibilités de réponse: “je suis membre”, “je ne suis pas membre, mais je pourrais le devenir dans le futur” et “je ne suis et ne deviendrai pas membre”.

Tableau 1: Taux de participation (en %) aux associations et aux partis politiques (N=469)

	membres	pourraient devenir membres	ni membres présents, ni futurs	ns	
<i>ass. caritatives</i>	5.33	49.89	40.94	3.84	100.0
<i>ass. environnementales</i>	7.89	56.72	32.41	2.99	100.0
<i>ass. religieuses</i>	10.66	11.51	73.99	3.84	100.0
<i>ass. culturelles</i>	10.87	64.61	21.11	3.41	100.0
<i>autres assoc. soc. et civiques</i>	9.80	4.70	13.40	72.10	100.0
<i>partis politiques</i>	10.66	36.03	49.68	3.62	100.0

Source: enquête Hes.

La distribution des taux de participation par type d'association et pour les partis (tableau 1) suggère deux remarques importantes. L'adhésion moyenne aux partis politiques est quantitativement aussi importante que l'adhésion moyenne à l'ensemble des associations considérées. L'importance relative de l'adhésion aux partis ne doit pas surprendre au vu des prémisses propres au contexte de l'enquête: l'importance du lien partisan dans le Tessin, d'une part (Mazzoleni et Wernli 2002: ch. 4), le niveau de formation moyen-élevé des étudiants concernés, de l'autre. Pour l'ensemble des associations, la proportion de ceux qui sont membres de parti est plus élevée pour ceux qui sont aussi membres d'une association civique ou sociale. De plus, la proportion de membres d'un parti et de ceux qui ne sont ni membres, ni membres potentiels d'une association, est deux à trois fois moindre de celle des membres effectifs ou potentiels d'associations qui ne sont et ne deviendront pas membres d'un parti.

La distribution des adhésions et de la participation électorale nous permet de construire deux indices cumulatifs: un indice de participation sociale qui regroupe les associations sociales et civiques, ainsi qu'un indice de participation politique. La corrélation entre ces deux indicateurs est relativement intense,⁸ ce

⁷Nous y avons groupé les associations de secours (ambulanciers (“croix verte”), pompiers, etc.), de chasseurs, pêcheurs, musicales, etc. qui ne rassemblaient pas suffisamment d'individus pour former une catégories indépendante.

⁸R_{pp-ps} = .334; p < .001; (N=463). L'indice de participation politique résulte de l'addition des scores obtenus par les réponses aux questions sur la participation aux élections (vote pour un parti: non = 0 ; oui = 1) et l'adhésion à un parti (non = 0; peut-être dans le futur = 1; membre = 2). Pour l'indice de participation sociale on additionne les scores pour les réponses

qui confirmerait, en général, notre hypothèse A, qui affirme que le rapport entre les deux formes de participation ne suit pas une logique d'exclusion réciproque.

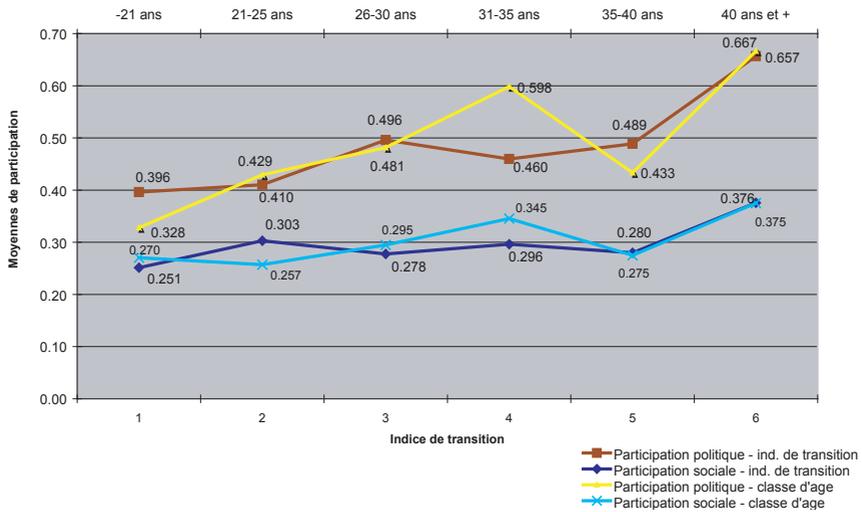
Il nous faut maintenant mesurer la variation de ces indices et de leur corrélation au cours des phases de transition, opérationnalisées par un ensemble d'indicateurs (chacun rattaché à un rôle spécifique) qui expriment de manière composite les degrés d'autonomie et d'indépendance aux niveaux familial, social et professionnel. Nous disposons de cinq indicateurs dichotomiques (présence ou absence du caractère): a) dépendre ou non, financièrement, des parents (autonomie financière); b) vivre ou pas avec ses parents (indépendance); c) être ou pas marié (état civil); d) avoir ou pas d'enfants (responsabilité parentale); e) suivre une formation à temps partiel (complétée par une activité professionnelle) ou étudier à plein temps (insertion dans le marché du travail). Bien sûr, nous ne pouvons ordonner ces indicateurs selon une séquence temporelle qui rythmerait le cumul progressif et ordonné de ces éléments de manière unique et univoque.⁹ il est néanmoins possible de construire un indice de transition qui cumule simplement, sans ordre préétabli, les cinq indicateurs en additionnant les scores correspondants à la présence ou moins du caractère, chaque individu obtenant ainsi un score qui indiquera, numériquement, le stade de la transition où il se trouve.¹⁰ Le résultat est une échelle à six niveaux (de 0 à 5) qui traduit la progression des diverses phases de transition de la "jeunesse" vers la condition adulte du point de vue familial et socio-professionnel.

aux questions sur la participation aux associations religieuses, culturelles, caritatives, environnementales, autres (je ne suis pas membre = 0; je le serais peut-être dans le futur = 1; je suis membre = 2). Les deux indices ainsi obtenus (Alpha de Cronbach = .80 pour la participation politique et .72 pour la participation sociale) ont ensuite été standardisés de manière à ramener l'intervalle de variation de 0 à 1 pour les rendre comparables.

⁹ Comme indiqué plus haut, ces séquences se trouvent aujourd'hui allongées et désynchronisées (Galland 2001); l'enquête de Pisati (2003) auprès de jeunes italiens, qui prend en compte les mêmes indicateurs, montre que, si la séquence "traditionnelle" d'événements (fin de l'école - entrée dans le monde du travail - abandon du domicile parental - mariage - premier enfant) reste prédominante, environ un tiers des individus en suit une avec un ordre différent ou "incomplet". Ce qui est le cas de nombre de nos étudiants, qui retournent à l'école, après avoir entamé une première carrière professionnelle. Au vu de cela, l'ordre spécifique de chaque trajectoire (il y en aurait d'ailleurs 5⁴ possibles!), *de même que le poids de chaque indicateur, perdent de leur importance dans le processus d'avancement vers la condition adulte*: seul le nombre d'indicateurs cumulés nous intéresse ici.

¹⁰ L'analyse en composantes principales révèle la présence de deux dimensions distinctes, (une dimension relative à l'autonomie financière, la seconde relative à la différenciation et multiplication des rôles): une analyse de consistance interne (Alpha de Cronbach = .79) nous permet tout de même d'additionner ces indicateurs.

Graphique 1: Evolution des moyennes de participation sociale et politique par tranches d'âge et phases de transition l'âge adulte



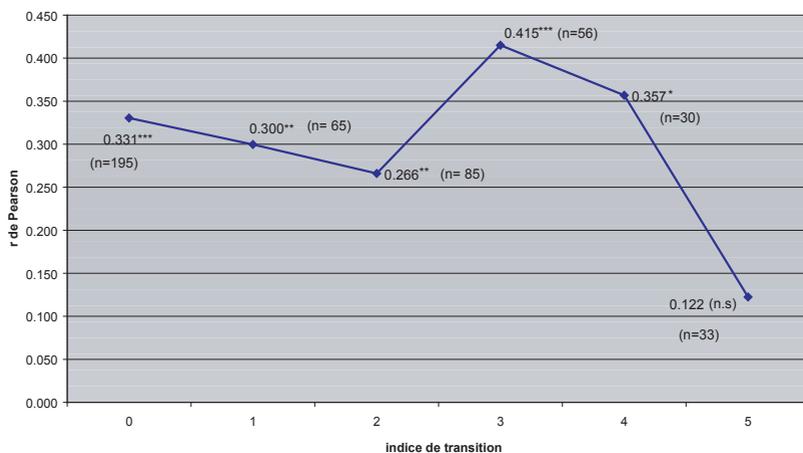
Source: enquête HES.

Le Graphique 1, qui met en relation ce nouvel indice avec les deux formes de participation, nous suggère que les moyennes de participation, tant sociale que politique, augmentent aussi bien en considérant une subdivision en classes d'âge qu'en adoptant le critère des phases de transition; que cette évolution, dans les deux cas, n'est pas linéaire; que l'évolution des moyennes de participation par classes d'âges ne coïncide pas avec celle des phases de transition. Par exemple au cours de la phase "0" de transition, où l'écart pour la participation politique est particulièrement évident, une analyse plus affinée nous permet de constater que 10% des étudiants ont plus de 25 ans et 60% ont un âge compris entre 21 et 25 ans; les étudiants de plus de trente ans, par contre, représentent moins de la moitié de ceux qui sont dans la phase de transition 3. Les deux indices ne mesurent donc pas la même chose. Ce qui confirme que, au moins pour ce qu'il en est de la participation sociale ou politique, la transition entre adolescence et condition adulte ne peut être résumée par un simple indicateur d'âge.

En nous concentrant sur l'évolution des deux formes de participation du point de vue de cette transition, nous constatons que les deux types de participation évoluent de manière différente. Bien que la tendance, pour la participation politique, soit généralement croissante, dans les phases intermédiaires les moyennes n'évoluent que très faiblement, avec même un léger fléchissement, voire une stagnation, correspondant à la phase 3: ce qui semblerait aller dans

le sens de la thèse du “moratoire politique”. L’acquisition et la multiplication de rôles, familiaux et professionnels, qui concerne surtout les étudiants à partir de l’âge de 21-25 ans, semblerait provoquer une suspension de la participation politique. Celle-ci augmente par contre clairement une fois le “stade” de la “vie adulte” atteint (représentée par la valeur de 5 sur notre indice). Pour la participation sociale, l’évolution dans son ensemble est comparable: elle augmente avec le cumul de rôles de responsabilité et/ou d’autonomie, mais de manière décidément moins marquée et surtout on constate une plus importante stabilisation qui concerne tout l’intervalle entre les phases 1 et 4: la première, qui correspond surtout à l’abandon du domicile parental (33% seulement habitent encore avec les parents), marque une augmentation sur l’indice de participation sociale, qui n’est pourtant pas suivie d’un plus grand engagement au fur et à mesure du devenir adulte, à l’exception de la dernière “étape” de ce devenir, où l’écart est toutefois moindre de celui observé pour la participation politique. D’ailleurs, comme cela résulte clairement de l’observation de ces deux courbes, la participation politique reste considérablement plus importante tout au long de cette phase de transition, ce qui confirme son importance spécifique, et en particulier celle de sa composante électorale, par rapport à la participation sociale. Nous retrouvons donc l’énoncé de notre hypothèse B, la transition vers l’âge adulte affectant vraisemblablement davantage la participation politique que la participation sociale.

Graphique 2: Evolution de la corrélation entre participation sociale et politique au cours de la transition vers l’âge adulte



Source: enquête HES.

Observons maintenant la corrélation entre chacun de ces deux indices et l'indice de transition, puis l'évolution de la corrélation entre les deux indices au cours des phases de transition. La corrélation entre participation sociale et indice de transition est relativement faible ($r = .148$; $p < .001$) et de peu supérieure à la moitié de celle entre ce même indice et la participation politique ($r = .218$; $p < .001$): résultat attendu au vu de la grande stabilité du premier au cours de quatre des six phases prises en compte. L'évolution du lien au cours des phases de transition (Graphique 2) n'est pas linéaire: à une diminution progressive jusqu'à la phase 2, suit une nette augmentation au cours de la troisième; puis une diminution importante lors de la quatrième phase suivie d'une chute dramatique lors de la dernière, quand tous les éléments constitutifs de la "condition adulte" sont présents (la corrélation est très faible et n'est plus significative). Outre la logique non-linéaire de la variation de cette relation, il faut souligner l'importance de l'écart des corrélations, qui témoigne de l'émergence de configurations spécifiques au sein des différentes phases de la transition. Notre hypothèse C, selon laquelle l'évolution du rapport entre les deux formes de participation est affectée par les phases de transition vers l'âge adulte, semble donc se confirmer.

Facteurs de la participation sociale et politique

La transition vers l'âge adulte semble donc, dans notre cas, exercer un impact sur la relation entre participation sociale et politique: mais quel en est le poids spécifique une fois mesuré l'impact d'autres facteurs que l'on sait influencer les niveaux de participation politique et de participation sociale, en particulier les facteurs socio-démographiques et ceux de socialisation familiale? Pour donner une réponse à cette question, nous avons construit deux modèles identiques (des régressions linéaires multiples), un pour chaque forme de participation et qui comprennent, outre l'indice de transition, les facteurs suivants:

- le sexe: facteur maintes fois mis en évidence dans la différenciation des niveaux de participation politique (Burns, Schlozman et Verba 2001; Chiche et Haegel 2002). Dans notre échantillon aussi les femmes sont moins disposées à l'engagement partisan qu'à l'engagement dans le monde de l'associationnisme civique et social;

- la formation préalable à l'entrée dans l'HES: le parcours lycéen ou l'apprentissage professionnel sont associés à des niveaux de participation distincts; bien que faible surtout avec la participation politique, la relation reste significative;¹¹

¹¹ Nous avons exclu l'origine sociale de notre analyse, bien qu'habituellement présente dans les modèles explicatifs courants de la participation sociale et politique (Van Deth

- l'héritage politique familial, dimension essentielle de la socialisation politique, devrait exercer un impact persistant au cours de la transition (Muxel 2001). Nous avons opérationnalisé la socialisation politique en distinguant l'influence familiale de celle d'autres agents (ex. les pairs, l'école, les médias), tout en prenant en compte l'éventualité d'un effet d'interaction des deux. Nous avons donc combiné deux questions, une relative à la sensibilisation à la politique de la part de la famille, l'autre sur le sentiment de proximité partisane des étudiants mêmes,¹² ayant considéré que le fait d'avoir développé un sentiment de proximité à un parti traduit une "exposition" spécifique à d'autres agents de sensibilisation à la politique;

- la fréquence de la pratique religieuse, qui nous permet de vérifier l'effet d'un phénomène relativement complexe: a) l'effet traditionnellement intégrateur de la religion (le Tessin est un canton catholique); b) l'impact qu'elle exerce en termes de socialisation et transmission familiale; c) l'effet du "catholicisme social", en raison de ses rapports étroits avec les mouvements confessionnels et caritatifs (Barthélemy 2000: 27);

- la capacité de se positionner sur l'axe gauche-droite, comme indicateur de la capacité des jeunes de se mettre en relation avec l'espace politique (Percheron 1993; Muxel 2001);

- l'orientation idéologique, afin de vérifier le lien entre participation sociale orientation politique à gauche, à droite ou au centre;

- la confiance envers les principales institutions politiques suisses,¹³ comme variable de contrôle, qui devrait nous permettre de tester le lien éventuel entre participation sociale et confiance, en particulier l'hypothèse d'une relation négative (i.e. de méfiance) envers les institutions politiques, et vérifier ainsi, non seulement à travers la dimension partisane, la supposée divergence entre participation associative et "société politique" (Inglehart 1999).

2001): nous n'avons pas rencontré de lien direct entre la position professionnelle du père et ou de la mère et le degré de participation. Nous interprétons ce résultat comme un effet de "nivellement" produit notamment par un partage des attentes relatif aux possibilités d'ascension socio-professionnelle engendrées par l'HES: la très grande majorité des étudiants interviewés manifeste une grande confiance envers l'école et se projette vers un futur professionnel qu'elle juge bon ou très bon.

¹² Nous avons demandé aux étudiants si, vers l'âge de 14 ans, ils se souvenaient d'une appartenance de leurs parents à un parti politique (filiation partisane); une deuxième question concernait leur sentiment de proximité à un parti politique. Dans notre échantillon, la proximité à un parti, le vote pour un parti et l'adhésion à un parti ne se superposent pas: presque 30% des étudiants qui se sentent proches d'un parti ne sont pas disposés à y adhérer; 65% de ceux qui déclarent ne se sentir proche d'aucun parti, voteraient cependant pour l'un d'eux aux prochaines élections.

¹³ Nous avons construit un indice moyen de confiance envers les autorités politiques communales, cantonales et fédérales (cf. Mazzoleni et Wernli 2002: 74ff.).

Tableau 2: Modèles explicatifs pour la participation politique et sociale (régressions linéaires)

	Participation politique			Participation sociale		
	B	E. std.	Beta	B	E. std.	Beta
(Constante)	0.386***	0.049		0.151***	0.033	
Sexe (femme)	-0.073**	0.030	-0.110	0.071***	0.020	0.171
Formation préalable à l'HES	-0.011 ns.	0.031	-0.015	-0.005 ns.	0.021	-0.011
<i>Héritage politique familial</i>						
ni lien partisan familial proximité partisane	-0.225***	0.032	-0.339	-0.018 ns.	0.022	-0.042
pas de lien partisan familial mais proximité partisane	-0.086**	0.038	-0.110	-0.045*	0.026	-0.090
lien partisan et pas de proximité partisane	-0.104**	0.040	-0.124	-0.011 ns.	0.027	-0.021
Fréquence de la pratique religieuse	0.030**	0.013	0.103	0.038***	0.009	0.205
<i>Positionnement sur l'axe gauche-droite</i>						
autopositionnement ou non sur l'axe	-0.185	0.037	-0.243	-0.053**	0.025	-0.110
gauche vs droite	-0.024	0.026	-0.056	-0.077***	0.017	-0.280
centre vs gauche-droite	-0.002	0.015	-0.008	0.007 ns.	0.010	0.044
Confiance envers les institutions politiques	0.027	0.007	0.187	0.011**	0.005	0.121
Cycle de vie	0.023	0.008	0.125	0.015***	0.005	0.129
	N=377			N=375		
	R ² corr: 0,286			R ² corr: 0,195		

Note: ns. = $p \geq 0,1$; * = $p < 0,1$; ** = $p < 0,05$; *** = $p < 0,01$.

Var. dép. (standardisés): indice de participation politique: de 0 (= ne vote pas et n'a aucune propension à devenir membre d'un parti) à 3 (= vote et membre d'un parti politique); indice de participation sociale: de 0 (= aucune propension à faire partie d'une association) à 10 (= est membre d'au moins cinq associations non politiques). Var. indép.: sexe: homme = 0; formation préalable à l'HES: apprentissage et maturité prof. = 0; lycée = 1; héritage politique familial: cat. de référence: lien partisan et proximité partisane; positionnement sur l'axe gauche-droite: ne sait pas choisir/ne choisit pas une position sur l'axe = 0; choisit une position = 1; gauche vs droite: gauche = -1; droite = 1; 0 = centre/ne choisit pas; centre vs gauche-droite (contrastes): centre = 2; droite = -1; gauche = -1; ne sait/ne choisit pas = 0; fréquence de la prat. religieuse: 0 = jamais; 1 = qlq. fois par année; 2 = au moins une fois par mois; 3 = au moins une fois par semaine; confiance envers les institutions politiques: indice: 0 = aucune confiance; 10 = confiance élevée; indice de cycle de vie, variant de 0 (= max de dépend. familiale, absence d'autonomie financière et d'intégration socio-prof.) à 5 (max d' indép., d'autonomie et d'intégration socio-prof.).

Source: enquête HES.

Les résultats de l'analyse multivariée montrent que – les effets de ces facteurs sous contrôle – l'impact qu'exerce l'indice de transition vers la condition adulte est significatif sur les deux modes participatifs (Tableau 2). Cet effet, de par le poids relatif (coefficients béta)¹⁴ qu'il assume à l'intérieur de chaque modèle, est comparable. Chacun de ces modèles se distingue par contre par une différente configuration des facteurs explicatifs et de leur poids relatif.

Observons donc de plus près les deux modèles. L'indicateur de socialisation politique (mesurant l'héritage politique familial joint à la proximité partisane) a l'impact le plus important sur la participation politique, alors qu'il n'assume qu'un rôle secondaire dans la participation sociale: résultat qui paraît donc confirmer notre hypothèse D.

La capacité de se positionner sur l'axe gauche-droite est le deuxième facteur en ordre d'importance pour la participation politique, tandis qu'il n'exerce qu'un impact secondaire, quoique significatif, sur la participation sociale. C'est un résultat escompté: plus importante est la socialisation politique et la capacité de s'orienter dans l'espace politique, plus le niveau de participation politique sera élevé (Gaxie 1978; Jennings et Niemi 1981). Le positionnement dans l'échiquier politique n'a par contre guère d'influence sur la participation politique – résultat qui constitue par ailleurs une garantie de représentativité de notre échantillon, – alors que se situer à gauche augmente significativement la disposition à la participation sociale, du fait de la valorisation de la dimension sociale historiquement attribuée à la gauche.

Le sexe est un facteur discriminant pour les deux formes de participation: si les étudiants semblent participer plus aux élections et sont moins nombreux à exclure une future adhésion à un parti (49% vs 59%), les étudiantes sont significativement plus disposées à la participation aux associations caritatives, écologistes, culturelles. Après le positionnement sur l'échiquier politique, c'est l'intensité de la pratique religieuse (participation aux rites) – notamment au sein de l'église catholique – qui traduit une disposition à la participation sociale plus élevée, plus que pour la participation politique. Enfin, comme on pouvait s'y attendre, l'impact de la confiance dans les institutions politiques est plus importante pour la participation politique, tout en ayant un effet positif, moindre, sur la participation sociale. Cette dernière semble donc cumuler des fonctions d'intégration sociale et politique qui, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, n'est guère associée à un sentiment de méfiance, voire de "d'étrangeté", envers les principales institutions politiques nationales.

¹⁴ Suivant Achen (1982: 46ff.), qui distingue entre significativité "statistique" et "substantielle", nous considérons la limite du niveau de significativité de $p \leq 0.1$.

“Post adolescents”, “jeunes adultes” et “adultes”

Le rapport entre les deux formes de participation varie donc de manière significative avec la multiplication des facteurs caractérisant la progression vers une plus grande autonomie et la prise en charge de responsabilités professionnelles et privées. Il faut maintenant nous demander: si cette variation dépend du poids et de la structuration différente des facteurs pris en compte pour les deux modèles; si, malgré cette variation, l’impact de l’héritage politique familial reste significatif.

Pour essayer de répondre à cette question, nous allons tester le même modèle utilisé précédemment, mais sur une partition de l’échantillon en trois sous-groupes constitués en fonction du nombre d’indicateurs de transition cumulés. Un premier sous groupe comprendra seulement les individus ayant obtenu le score de “0” sur l’indice de transition (des individus qui habitent chez leur parents, en dépendent financièrement, ne sont pas mariés, n’ont pas d’enfant et suivent un curriculum scolaire à plein temps); le deuxième comprendra les individus obtenant un score de 1 à 2 (en grande partie des individus ayant quitté le domicile familial et/ou disposant d’une certaine autonomie financière); le dernier sous-groupe comprendra les individus ayant cumulé de 3 à 5 indicateurs. Nous appellerons, à défaut d’une terminologie plus précise, le premier sous-groupe “post-adolescents”, “jeunes adultes” le second, et “adultes” le troisième.¹⁵

Les résultats de l’analyse multivariée montrent d’abord que pour la participation politique l’héritage politique familial est le seul facteur dont l’effet persiste au cours des trois phases (tableau 3) et dont l’impact augmente au fur et à mesure de la progression dans la transition. Le rôle particulier de la socialisation politique familiale confirme la thèse de la phase d’expérimentation propre à l’âge de la jeunesse, traduisant les ajustements progressifs d’influence entre facteurs; pour la participation sociale ce type de socialisation n’assume qu’un rôle secondaire, voire non significatif. Sur ce second mode participatif, l’effet constant, mais moindre dans les phases plus avancées de la transition, est exercé par la fréquence de la pratique religieuse, qui n’est jamais significative sur la participation politique. Notre hypothèse D en résulte ainsi renforcée.

Les six modèles confirment l’impact différencié de l’ensemble des facteurs introduits sur chacun des trois sous-groupes et pour les deux formes de participation. Pour les deux premiers, le modèle explique presque la même proportion de variabilité (R^2 corr.) pour les deux indices de participation; pour la participation sociale, il est à peine plus élevé (de 3 à 5%). Par contre, pour

¹⁵ Entre les trois phases de la transition ainsi définies, les moyennes de participation sociale sont significativement différentes (de 0.25 à 0.29 à 0.31; $p < 0,08$); de même pour la participation politique (de 0.40 à 0.46 à 0.52; $p < 0,01$).

le troisième sous-groupe, l'impact global est très différent: le modèle explique le 43% de la variabilité de l'indice de participation politique, tandis qu'il n'explique que le 6% de celle de l'indice de participation sociale. De ce point de vue, pour les deux premiers sous-groupes le rapport entre participation sociale et participation politique est plus proche, bien que la configuration des facteurs significatifs ne soit pas la même, ni entre les sous-groupes pour une même forme de participation, ni entre les deux formes de participation.

Parmi les "post-adolescents", la capacité de se positionner sur l'axe gauche-droite et l'"actualisation" de l'héritage politique familial (présence, conjointe, du lien partisan parental et de la proximité partisane de l'individu) semblent constituer des facteurs clé dans la variation des niveaux de participation politique; à noter que pour que le souvenir de l'appartenance politique d'un parent aie un effet sur l'engagement politique, il faut que ce lien soit "actualisé" par un sentiment de proximité partisane. Ce sont par contre surtout la fréquence de la pratique religieuse et le fait d'être femme qui rendent compte des variations de la participation sociale. Parmi les "jeunes adultes" la socialisation politique, familiale et non, accroît encore son importance pour l'explication de la participation politique, suivie de la capacité de se positionner sur l'axe gauche-droite, de la confiance envers les institutions politiques et, finalement, de l'appartenance au sexe masculin. L'orientation idéologique (être de gauche) et, plus faiblement, la fréquence de la pratique religieuse, ainsi que le fait d'être femme sont les facteurs plus importants pour les variations des niveaux de participation sociale. Le groupe des "adultes" se distingue clairement des deux autres. Ce qui confirme ce que nous avons constaté avec la variation de la corrélation entre les deux indices de participation sur la base de l'indicateur de transition (cf. Graphique 2). Pour la participation politique la configuration n'est ici pas sensiblement différente de celle des "jeunes adultes", à l'exception du sexe qui perd son rôle discriminant: les femmes ne participent pas moins aux élections et à la vie partisane. Nous retrouvons, pour la participation sociale, la fréquence de la pratique religieuse, seul facteur commun aux trois sous-groupes; la confiance dans les institutions, contrairement aux "jeunes adultes", y joue à nouveau un rôle; la socialisation politique familiale, qui n'exerçait de rôle que pour la participation politique, assume maintenant un certain poids; le sexe, comme pour la participation politique, n'est plus discriminant.

Tableau 3: Modèles explicatifs pour la participation politique et la participation sociale pour trois phases de la transition (régressions linéaires)

Cycle de vie	Participation politique			Participation sociale		
	B	E std.	Beta	B	E std.	Beta
I ère ph.						
(Constante)	0.379***	0.078		0.119**	0.051	
Sexe (femme)	-0.070 ns.	0.051	-0.107	0.081**	0.033	0.186
Formation préalable à l'HES	-0.079 ns.	0.052	-0.117	-0.042 ns.	0.034	-0.094
<i>Héritage politique familial</i>						
sans lien partisan familial ni proximité partisane	-0.109**	0.053	-0.176	-0.005 ns.	0.035	-0.012
sans lien partisan familial, mais proximité partisane	0.009 ns.	0.068	0.011	-0.007 ns.	0.044	-0.013
lien partisan, mais sans proximité partisane	-0.015 ns.	0.067	-0.018	0.018 ns.	0.043	0.034
Fréquence de la pratique religieuse	0.031 ns.	0.021	0.113	0.050***	0.014	0.278
<i>Positionnement sur l'axe gauche-droite</i>						
positionnement ou non sur l'axe	-0.190***	0.057	-0.290	-0.054 ns.	0.037	-0.125
gauche vs droite	0.021 ns.	0.046	0.046	-0.062*	0.030	-0.204
centre vs gauche-droite	0.001 ns.	0.025	0.004	-0.001 ns.	0.016	-0.004
Confiance envers les institutions politiques	0.020*	0.011	0.144	0.014*	0.007	0.145
	N=154; R ² corr.: 0,164			N=154; R ² corr.: 0,186		
II ème ph.						
(Constante)	0.469***	0.084		0.228***	0.056	
Sexe (femme)	-0.106*	0.051	-0.177	0.064*	0.034	0.159
Formation préalable à l'HES	0.008 ns.	0.053	0.012	0.022 ns.	0.035	0.050
<i>Héritage politique familial</i>						
sans lien partisan familial ni proximité partisane	-0.278***	0.058	-0.442	-0.009 ns.	0.039	-0.020
sans lien partisan familial, mais proximité partisane	-0.134**	0.066	-0.189	-0.053 ns.	0.044	-0.111
lien partisan, mais sans proximité partisane	-0.143*	0.080	-0.155	-0.084 ns.	0.055	-0.129
Fréquence de la pratique religieuse	0.025 ns.	0.024	0.086	0.031*	0.016	0.158
<i>Positionnement sur l'axe gauche-droite</i>						
positionnement ou non sur l'axe	-0.165**	0.070	-0.209	-0.065 ns.	0.046	-0.123

<i>gauche vs droite</i>	-0.062 ns.	0.044	-0.155	-0.130***	0.030	-0.482
<i>centre vs gauche-droite</i>	0.007 ns.	0.026	0.030	0.025 ns.	0.018	0.158
<i>Confiance envers les institutions politiques</i>	0.027**	0.011	0.209	0.003 ns.	0.008	0.034
	N=122; R ² corr.: 0,235			N=121; R ² corr.: 0,287		
III ème ph.						
(Constante)	0.407***	0.094		0.190***	0.067	
<i>Sexe (femme)</i>	-0.064 ns.	0.061	-0.089	-0.001 ns.	0.043	-0.002
<i>Formation préalable à l'HES</i>	0.033 ns.	0.066	0.042	0.016 ns.	0.047	0.037
<i>Héritage politique familial</i>						
<i>sans lien partisan familial ni proximité partisane</i>	-0.334***	0.065	-0.440	-0.048 ns.	0.046	-0.116
<i>sans lien partisan familial, mais proximité partisane</i>	-0.171***	0.066	-0.221	-0.081*	0.047	-0.187
<i>lien partisan, mais sans proximité partisane</i>	-0.166**	0.070	-0.210	0.007 ns.	0.049	0.017
<i>Fréquence de la pratique religieuse</i>	0.032 ns.	0.026	0.101	0.032*	0.018	0.183
<i>Positionnement sur l'axe gauche-droite</i>						
<i>positionnement ou non sur l'axe</i>	-0.300***	0.080	-0.315	-0.033 ns.	0.057	-0.063
<i>gauche vs droite</i>	-0.027 ns.	0.044	-0.065	-0.039 ns.	0.031	-0.172
<i>centre vs gauche-droite</i>	-0.013 ns.	0.026	-0.054	0.002 ns.	0.019	0.012
<i>Confiance envers les institutions politiques</i>	0.046***	0.014	0.269	0.019*	0.010	0.206
	N=101; R ² corr.: 0,428			N=100; R ² corr.: 0,058		

ns. = $p \geq 0,1$; * = $p < 0,1$; ** = $p < 0,05$; *** = $p < 0,01$.

Codage des variables cf. tableau 2.

Source: enquête HES.

Discussion et ouvertures

L'analyse multivariée semble conforter les résultats de l'analyse bivariée. Dans l'analyse bivariée fondée sur l'indice transition, les deux indices de participation tendaient à se stabiliser au fur et à mesure de l'accumulation des facteurs de transition: à partir d'un seuil de 3 facteurs, les taux augmentent à nouveau, mais leur corrélation faiblit et devient non significative et nulle. Dans l'analyse multivariée, articulée à partir d'une subdivision de l'indice de transition en 3 catégories, on observe aussi que, parmi les "adultes", le modèle perd de son pouvoir explicatif pour la participation sociale, exprimant une

sorte de “divergence” avec le modèle de la participation politique. Autrement dit, les “adultes”, qui ont atteint une autonomie à la fois économique, familiale et professionnelle, tendent davantage à s’engager de manière “exclusive” dans l’une ou l’autre des formes de participation. Pris singulièrement, il n’y a que l’héritage politique, la fréquence de la pratique religieuse et la confiance envers les institutions qui exercent une influence, quoique très faible. En somme, contrairement aux attentes de départ, la dissociation, relative, entre participation sociale et politique concerne ceux ayant conclu ou presque leur trajectoire vers la condition adulte.

Comment rendre compte de cette relative dissociation? Peut-on interpréter cet engagement plus “exclusif” des “adultes” comme un effet de “génération”, de polarisation autour d’un “clivage de valeurs” “modernes vs post-modernes” (i.e. exigences matérielles, haut revenu et sécurité économique versus épanouissement personnel, tolérance, participation directe des citoyens à l’espace publique)? Nos données ne semblent pas confirmer cette hypothèse. Mesurés par l’indice de Inglehart (1977; cf. aussi Sgier 2002), les valeurs “post-modernes” ou “post-matérialistes” ont un poids, dans l’ensemble, secondaire. La proportion de “matérialistes” (ca. 28%) ne change pas dans les trois sous-groupes; celle de “post-matérialistes” est à peine plus élevée chez les “adultes” (23%) (17% parmi les “adolescents” et 15% parmi les “jeunes”).¹⁶ Il n’y a pas de corrélation non plus entre cet indice et les deux formes de participation pour chacun des trois sous-groupes. En synthèse, nous constatons que, si notre modèle nous donne une approximation acceptable dans la détermination des facteurs explicatifs de la participation politique, et cela pour les trois sous-groupes, il est décidément insuffisant pour seulement approximer une configuration de facteurs influençant la participation sociale dans le sous groupe des “adultes”.

Il se peut aussi, que la différence rencontrée entre les deux formes de participation et surtout la dissociation rencontrée auprès du dernier sous-groupe, ne soit pas entièrement intelligible par des méthodes de relevé quantitatives, alors qu’une analyse qualitative serait à même de faire ressortir une constellation de facteurs capables de restituer la complexité et l’intégrité des divers vécus individuels.¹⁷ C’est ce qui nous est apparu en analysant une série d’interviews semi-directives que nous avons entrepris auprès d’une quinzaine d’individus de ce même échantillon dans les semaines successives

¹⁶ Le coefficient d’association n’est pas significatif (Gamma=0.007; ns., N=416).

¹⁷ Bien qu’il s’agisse d’un point de vue peu diffus en science politique, approches quantitatives et qualitatives peuvent être complémentaires (Bryman 1996: 131) conjuguant l’aptitude à la “généralisation” et l’attention pour la dimension “macro” (groupe d’individus) de la première à l’“intensité” et “profondeur” portée à la dimension “micro” (trajectoires individuelles) de la seconde.

à la récolte des données quantitatives.¹⁸ Un aspect particulièrement significatif, qui renforce la perspective explicative de la multiplication des rôles, a émergé de ces entretiens: la question du temps disponible. Cet élément semble jouer un rôle surtout dans la manière dont chacun détermine ses priorités relativement aux choix participatifs. Le “manque de temps”, le “peu de temps” que l’on a à consacrer à l’engagement dans ces activités participatives, est fonction de l’effort que demande la gestion des contraintes scolaires, professionnelles et familiales. Nous retrouvons, dans une perspective “individualisée” ou “personnalisée” notre indicateur de transition: le changement de position à sociale (le devenir adulte) correspondant au cumul de charges et responsabilités et donc à une occupation plus intense du temps disponible. Ces témoignages introduisent ainsi la perspective d’“économie de temps” ou de “budget-temps” (Hirschman 1995; Van Deth 1997: 10). En effet, les tâches familiales, professionnelles et scolaires, sont considérées par tous les interpellés comme prioritaires: d’où le sacrifice de l’une ou de l’autre forme de participation à dépendance du temps excédant restant à disposition de l’individu. Lorsque cette disponibilité tend à diminuer, une plus grande sélectivité est à l’œuvre dans les choix d’engagement, en fonction du type de rétributions symboliques (Gaxie 1977) et de la cohérence par rapport à une exigence de plus grande stabilisation de l’identité professionnelle et familiale. Soulignons que ce processus de sélection réalisé sur plan des comportements n’implique pas nécessairement, sur le plan des représentations sociales, une division nette entre la sphère sociale et la sphère politique. Pour les personnes ayant cumulé un grand nombre de responsabilités et qui se situent ouvertement dans un logique d’ascension dans la hiérarchie sociale et professionnelle, la participation politique peut plus facilement être perçue comme une ressource importante pour cette ascension. Ainsi, le choix entre les deux formes d’engagement est interprété en termes d’avantages et des pertes, où est privilégiée la forme qui favorise le plus l’accumulation de capital social (Bourdieu 1986), notamment sous la forme d’une meilleure intégration socio-professionnelle.¹⁹ Lorsque l’on est moins avancé

¹⁸ Le choix de ces individus a été fait en fonction d’un certain nombre de caractéristiques (sexe, âge, cours à temps partiel ou à plein temps, intérêt pour la politique) établies après la passation du questionnaire et afin de disposer d’un matériel supplémentaire afin de mieux “comprendre” (au sens weberien) les articulations entre histoire personnelle et choix participatifs au sens large. Ces entretiens, bien que insuffisants en nombre et en profondeur pour prétendre constituer un matériel suffisant pour mener à terme une analyse de type qualitatif, sont néanmoins utiles pour ouvrir des pistes de recherches ultérieures que nous ne faisons ici qu’esquisser.

¹⁹ C’est par exemple le cas de Paolo, 26 ans, marié et père de famille, qui se retrouve, après un apprentissage d’architecte, à gérer avec un ami un cabinet d’architectes. Il s’est trouvé devant une réduction du temps à disposition et il y a choisi de rester membre du Conseil communal de son village (activité non rémunérée en termes économiques), en abandonnant le groupe musical et l’organisation de fêtes populaires du village.

dans le processus de transition, le choix participatif est moins perçu en termes stratégiques ou instrumentaux, mais n'est pas quitte pour autant du temps que l'on est disposé à y consacrer et du temps que l'on veut pour soi: ainsi, même quand les enjeux de reconnaissance et de réussite socio-professionnels sont moins pressants, des étudiants sont prêts à sacrifier l'engagement politique au social, et cela d'autant plus facilement que la dimension des valeurs inscrite dans une forme participative peut être transférée à l'autre ou devenir une composante directement liée à la construction du parcours professionnel envisagé.²⁰ En somme, dans certains cas, la question du budget-temps devient un enjeu dans le choix participatif et peut jouer le rôle de variable intermédiaire importante dans la sélection entre participation sociale et politique. C'est donc un élément à prendre en compte dans des analyses ultérieures axées sur le rapport entre participation politique et sociale. L'intégration de cette perspective devrait aussi mieux tenir compte de la division hommes/femmes. Nos données qualitatives sont insuffisantes pour approfondir cette dimension qui s'avère cependant incontournable dans l'analyse du rapport entre participation sociale et politique.

Conclusions

Cette étude confirme que participation sociale ou associative et participation politique ne sont pas des domaines séparés, mais semblent par contre coexister. Dans l'univers de la jeunesse, compris comme condition existentielle de transition, complexe et différenciée, telle qu'analysée ici, le rapport entre les deux formes de participation ne suit pas une logique linéaire et exclusive, où à un progressif désengagement de l'une correspondrait un engagement dans l'autre. La participation politique tend à se stabiliser lorsqu'un certain nombre de facteurs de transition s'accumulent: un effet de "moratoire politique" (Muxel 2001) - qui se manifeste par une certaine stagnation des niveaux de participation - émerge en correspondance des phases intermédiaires, plus marquées par l'expérimentation et l'incertitude identitaire. La participation sociale semble par contre dépendre moins directement de la transition vers la phase adulte.

L'importance des niveaux de participation par ailleurs n'est pas sans lien avec la transmission de l'héritage culturel et/ou politique familial. Une analyse multivariée montre la diversité relative des déterminants sur les deux formes de

²⁰ C'est le cas de Franca, 26 ans, vivant encore chez ses parents, bien que gagnant partiellement sa vie comme stagiaire, qui au moment de choisir entre les deux formes de participation, entre un poste de dirigeant de parti local et la pratique bénévole n'hésite pas à choisir la seconde, y trouvant une plus grande conformité avec sa formation d'assistante sociale.

participation, tout en confirmant le rôle, à des degrés différents, des éléments de transition vers la condition adulte: la socialisation politique familiale (notamment la sur la participation politique; la pratique religieuse sur la participation sociale et cela indépendamment de la phase de transition atteinte. La même analyse pratiquée sur des subdivisions de l'échantillon en trois sous-groupes confirme ce qui précède et, malgré l'impact diversifié de ces facteurs, laisse transparaître une certaine convergence entre les deux formes de participation. Les différents facteurs de socialisation ressortent de manière constante: toutefois, si pour les deux premiers sous-groupes, ils sont liés à des facteurs d'ordre politique, en particulier relatifs à l'espace politique, ne se différenciant que sur ceux socio-démographiques, pour le dernier sous-groupe, c'est-à-dire pour les plus autonomes et responsabilisés du point de vue familial et professionnel, se profile une plus claire différence, qui semblerait expliquer la divergence rencontrée sur le choix de la modalité participative: l'engagement s'adresse alternativement à l'une ou à l'autre forme de participation.

Finalement, il semblerait que dans les premières phases de la transition, la participation sociale et politique soient assimilées sous l'égide d'une conception d'un engagement au sens générique dans la sphère publique. Chez les jeunes les plus dépendants de leur famille d'origine et sans intégration professionnelle, le lien direct entre la participation sociale et politique était plus intense que parmi les individus à la fin de la phase de transition. Par contre, dans les phases finales, comme semblent le confirmer une série d'entretiens approfondis, la signification attribuée aux deux formes de participation s'intègre plus à la spécificité du parcours socio-professionnel et aux contraintes, notamment relatives au budget-temps, qui y sont rattachées. Même si dans ce phénomène l'on ne peut complètement exclure un effet de génération, reste le fait que les plus "jeunes", du point de vue du stade de transition atteint, sont les plus disposés à embrasser les deux formes de participation. On peut donc émettre de sérieux doutes quant à la généralité de la thèse selon laquelle les "jeunes" des sociétés occidentales s'éloigneraient de la participation politique conventionnelle pour s'engager de manière plus exclusive dans les associations civiques et sociales.

Certes, ces résultats sont probablement dus en partie à la spécificité d'un groupe de jeunes en cours de formation, de même qu'au contexte politico-institutionnel. Dans ce sens, le niveau important de participation politique et la faiblesse relative de la participation sociale témoignent du poids exercé par la culture partisane dans la "société politique", mais aussi dans la "société civile" du canton du Tessin. Néanmoins, l'effet spécifique de la transition vers l'âge adulte sur le rapport entre les deux formes de participation pose un défi théorique et méthodologique aux études sur le rapport des jeunes à l'engagement politique et social, en particulier quant aux risques d'une conception réductionniste, qui ne tiendrait compte du processus de socialisation politique, comme également

de la spécificité du contexte politico-institutionnel, mais surtout de ce que l'usage d'une catégorie comme celle de jeunesse tend à dissimuler à l'analyse, alors que, comme nous l'avons vu, il s'agit d'une entité complexe, multiple et changeante.

Bibliographie

- Achen, Christopher H. (1982). *Interpreting and Using Regression*. London et New Delhi: Sage.
- Antenore, Marzia (2002). "Viaggio attraverso le generazioni", in Simona Tirocchi, Romana Ando' R. E Marzia Antenore (a cura di). *Giovani a parole. Dalla generazione media alla networked generation*. Milano: Guerini e Associati, pp. 223-242.
- Barthelemy, Martine (2000). *Associations: un nouvel âge de la participation?* Paris: Presses de Science Po.
- Bettin Lattes, Gianfranco (a cura di) (1999). *Giovani e democrazia in Europa*. 2 voll, Padova: Cedam.
- Bocknek, Gene (1986). *The Young Adult: Development After Adolescence*. New York: Gardner Press.
- Bourdieu, Pierre (1986). "The Forms of Capital", in John G. Richardson (ed.). *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. Connecticut: Greenwood Press, pp. 241-258.
- Brunner, Mathias (1996). *Âge et politique. Le comportement politique des personnes âgées en Suisse*. Genève: Département de Science politique, Université de Genève.
- Bryman, Alan (1996). *Quantity and Quality in Social Research*. London, New York: Routledge.
- Buchmann, Marlis (1989). *The script of Life in Modern Society. Entry into Adulthood in a changing world*. Chicago (IL), London: University of Chicago Press.
- Burns, Nancy, Kay Lehman Schlozman et Sidney Verba (2001). *The private roots of public action. Gender, equality and political participation*. Cambridge: Harvard University Press.
- Chamboredon, Jean-Claude (1985). "Adolescence et post-adolescence: la 'juvénisation'. Remarques sur les transformations récentes des limites et de la définition sociale de la jeunesse", in Anne-Marie Alleon, Odile Morvan et Serge Lebovici (éds.). *Adolescence terminée, adolescence interminable*. Paris: PUF, p. 13-28.
- Chiche, Jean et Florence Haegel (2002). "Les connaissances politiques" in Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul M. Sniderman (éds.). *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris: Presses de Science Po.
- Dalton, Russel J. (2002). *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*. New York: Chatham House Publishers (3rd ed.).
- Dekker, Paul, Ruud Koopmans and Andries Van den Broek (1997). "Voluntary associations, social movements and individual political behaviour in Western Europe", in Jan W. Van Deth (ed.). *Private Groups and public Life. Social Participation, Voluntary Associations and Political Involvement in Representative Democracies*. London, New York : Routledge, pp. 220-239.
- Erikson, Erik H. (1972). *Adolescence et crise. La quête de l'identité*. Paris: Flammarion.
- Foley, Michael W. and Bob Edwards (1996). "The Paradox of Civil Society", *Journal of Democracy* 7(3): 38-52.

- Freitag, Markus (2001). "Das soziale Kapital der Schweiz: vergleichende Einschätzungen von zu Aspekten des Vertrauens und der sozialen Einbindung", *Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft* (7)4: 87-117.
- Freitag, Markus (2004). "Schweizer welten des sozialkapitals. Empirische untersuchungen zum sozialen Leben in Regionen und Kantonen", *Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft* (10)2: 87-118.
- Galland, Olivier (2001). *Sociologie de la jeunesse*. Paris: Armand Colin.
- Gaxie, Daniel (1977). "Économie des partis et rétributions du militantisme", *Revue française de science politique* 1: 123-154.
- Gaxie, Daniel (1978). *Le cens caché*. Paris: Seuil.
- Gray, Mark and Miki Caul (2000). "Voter Turnout in Advanced Industrial Democracies, 1950 to 1997: the Effects of Declining Group Mobilization", *Comparative Political Studies* (33)9: 1091-1122.
- Hirschman, Albert O. (1995). *Bonheur privé, action publique*. Paris: Fayard.
- Inglehart, Ronald (1977). *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles*. Princeton (NJ): Princeton University Press.
- Inglehart, Ronald (1997). *Modernization and Postmodernization. Cultural, economic and cultural change in 43 societies*. Princeton (NJ): Princeton University Press.
- Inglehart, Ronald (1999). "Postmodernization Erodes Respect for Authority, but Increases Support for Democracy", in Pippa Norris (ed.). *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*. New York: Oxford University Press, pp. 236-256.
- Jennings, Kent and Richard Niemi (1981). *Generations and Politics: a Panel Study of Young Adults and their Parents*. Princeton (NJ): Princeton University Press.
- Jennings, Kent, and Stoker, Laura, and Jake Bowers (2001). *Politics across Generations: Family Transmission Reexamined*. Berkeley (CA): University of Berkeley, Institute of Governmental Studies, Working Papers 15.
- Joye, Dominique and Annie Laurent (1997). "Associative and political Participation in Switzerland and France", in Jan W. Van Deth (ed.). *Private Groups and public Life. Social participation, voluntary Associations and political Involvement in representative Democracies*. London, New York: Routledge, pp. 163-182.
- Katz, Richard S. and Peter Mair (1995). "Changing Models of Party Organisation and Party Democracy. The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics* (1)1: 5-28.
- Kelleral, Jean (1974). *Les associations dans l'enjeu démocratique*. Lausanne: Payot.
- Ladner, Andreas und Michael Brändle (2001). *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?* Zürich: Seismo.
- Levy, René (1977). *Der Lebenslauf als Statusbiographie*. Stuttgart: Enke.
- Levy, René et al. (1997). *Tous égaux? De la stratification aux représentations*. Zürich: Seismo.
- Mazzoleni, Oscar (2001). "Democrazia diretta, democrazia rappresentativa e partecipazione. Il Cantone Ticino in un confronto intercantonale", *Dati. Statistiche e società* (1)3: 81-93.
- Mazzoleni, Oscar (2003). "Giovani e politica: limiti e prospettive di un campo di studi", in Oscar Mazzoleni (a cura di). *La politica allo specchio. Istituzioni, partecipazione politica e formazione alla cittadinanza*. Lugano: Giampiero Casagrande, pp. 225-251.

- Mazzoleni, Oscar et Boris Wernli (2002). *Cittadini e politica. Interesse, partecipazione, istituzioni e partiti in Svizzera: Ginevra, Ticino e Zurigo a confronto*. Bellinzona: Ustat.
- Mazzoleni, Oscar e Vanessa Giannò (2003). "Giovani, anziani, donne e uomini al voto. La partecipazione elettorale ticinese alle elezioni cantonali e alle votazioni federali del 2003", *Dati. Statistiche e società* (3)2: 63-67.
- Memmi, Dominique (1985). "L'engagement politique", in Madeleine Grawitz et Jean Leca (éds.). *Traité de science politique. Tome 3: L'action politique*. Paris: PUF, p. 310-66.
- Modell, John, Frank K. Furstenberg and Theodore Hershberg (1976). "Social change and Transitions to Adulthood in Historical Perspective", *Journal of family history* (1)1: 7-32.
- Mortimer, Jeylan T. and Reed W. Larson (eds.) (2002). *The changing adolescence experience. Societal Trends and the transition to Adulthood*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Muxel, Anne (1991). "Le moratoire politique des années de jeunesse", in Annick Percheron et René Rémond (éds.). *Âge et politique*. Paris: Economica, p. 203-233.
- Muxel, Anne (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Paris: Presses de Science po.
- Muxel, Anne et Marlaine Cacouault (2001). *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique. Une enquête comparative. France, Italie, Espagne*. Paris: L'Harmattan.
- OFS (1990a). *Freizeit und Kultur. Mikrozensus 1988. Grunddaten*. Bern: Bundesamt für Statistik.
- OFS (1990b). *Freizeit und Kultur. Mikrozensus 1998. Grunddaten. Tessin*. Bern: Bundesamt für Statistik.
- Percheron, Annick (1993). *La socialisation politique*. Paris: Armand Colin.
- Pisati, Maurizio (2002). "La transizione verso la vita adulta", in Antonio Schizzerotto (a cura di). *Vite diseguali. Disuguaglianze e corsi di vita nell'Italia contemporanea*. Bologna: Il Mulino, pp. 89-130.
- Putnam, Robert D. (2000). *Bowling Alone. The collapse and revival of American community*. New York: Simon & Schuster.
- Sciarini, Pascal, Thanh-Huyên Ballmer-Cao et Romain Lachat (2001). "Genre, âge et participation politique: les élections fédérales de 1995 dans le canton de Genève", *Revue suisse de Science politique* (7)3: 83-98.
- Sgier, Léa (2002). "Le postmatérialisme", in Pascal Sciarini et Simon Hug (éds.). *Changements de valeurs et nouveaux clivages en Suisse*. Paris: L'Harmattan, p. 135-178.
- Tarrow, Sidney (1998). *Power in Movement. Social Movement and Contentious Politics*. New York: Cambridge University Press.
- Van Deth, Jan W. (1997). "Introduction: social involvement and democratic politics", in Jan W. Van Deth (ed.). *Private Groups and public Life. Social participation, voluntary Associations and political Involvement in representative Democracies*. London, New York: Routledge, pp. 1-23.
- Van Deth, Jan W. (2001). *The Proof of the Pudding: Social capital, Democracy, and Citizenship*. Modified paper prepared for delivery at the EURESCO Conference "Social Capital: Interdisciplinary Perspectives", Exeter, United Kingdom, 15-20 September.
- Vandenbergh, Frédéric (1999). "Globalizzazione e individualizzazione nella tarda modernità. Un'introduzione teorica alla sociologia della condizione giovanile", in Gianfranco Bettin Lattes (a cura di). *Giovani e democrazia in Europa*. t.1, Padova: Cedam, pp. 3-68.
- Verba, Sidney et al. (1978). *Participation and Political Equality. Seven-Nation Comparison*. Cambridge: Cambridge University Press.

Youth, political Participation and social Participation. The Case of the Swiss Italian HPS

This paper discusses youth's relationship between political and social participation during the transition period leading to adulthood. Many studies on this topic claim young people are less and less attracted by conventional political participation (i.e. electoral participation and party membership), preferring practices usually grouped under the concept of social participation (i.e. membership or activism in social and/or cultural associations). Results from a case study, built on a representative sample of University of Applied Sciences of Southern Switzerland students, show the link between the two modes of participation, social and political, considerably varying throughout the transition process to adulthood, in a complex and chiefly "non linear" manner, not corresponding to the same variation measured by a simple age indicator.

Politische und soziale Partizipation Jugendlicher in der Schweiz. Eine Fallstudie.

Diese Studie diskutiert die Beziehung zwischen politischer und sozialer Partizipation Jugendlicher an der Schwelle zum Erwachsensein. Viele Studien zu diesem Thema behaupten, dass Jugendliche konventionelle politische Partizipation (z.B. Wahlbeteiligung und Parteimitgliedschaft) als immer weniger attraktiv empfinden, während sie Aktivitäten im Bereich „soziale Partizipation“ (z.B. Mitgliedschaft oder Aktivitäten in soziokulturellen Organisationen) bevorzugen. Diese Studie zeigt auf der Basis eines repräsentativen Samples von Studentinnen und Studenten der Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana, dass die Beziehung zwischen politischer und sozialer Partizipation während der Transitionsphase zum Erwachsensein auf eine komplexe und nicht-lineare Art variiert und infolgedessen nicht durch einen einfachen Altersindikator erfasst werden kann.

Oscar Mazzoleni dirige l'Observatoire de la vie politique du Canton du Tessin, unité de recherche de l'Office cantonal de la statistique. Il enseigne également à l'HES de la Suisse italienne.

Address for correspondence: Oscar Mazzoleni, Observatoire de la vie politique, Office cantonal de la statistique, Viale Francini 32, 6500 Bellinzona, Email: oscar.mazzoleni@ti.ch

Maurizio Masulin est collaborateur scientifique à l'Observatoire de la vie politique du Canton du Tessin.

Address for correspondence: Observatoire de la vie politique, Office cantonal de la statistique, Viale Francini 32, 6500 Bellinzona, Email: maurizio.masulin@ti.ch